

**Zeitschrift:** Regio Basiliensis : Basler Zeitschrift für Geographie  
**Herausgeber:** Geographisch-Ethnologische Gesellschaft Basel ; Geographisches Institut der Universität Basel  
**Band:** 15 (1974)  
**Heft:** 1  
  
**Artikel:** Les structures universitaires et de formation permanente à Mulhouse  
**Autor:** Kuhn, Jean-Paul  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1089141>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Les structures universitaires et de formation permanente à Mulhouse<sup>1</sup>

JEAN-PAUL KUHN

Métropole de la Haute-Alsace, Mulhouse, n'a pas de véritable tradition universitaire. Néanmoins ses cadres dirigeants se sont toujours préoccupés de la formation des hommes. Et depuis quelques années on a vu surgir des établissements d'enseignement supérieur dans le quartier de l'Illberg<sup>2</sup>.

## 1 Les établissements d'enseignement supérieur<sup>3</sup>

Les établissements dont il sera question ici sont d'âge et d'esprit fort différents. Ils ont toutefois un point commun: ils assurent une *formation à des étudiants*, c'est à dire à des adolescents, à l'issue de la scolarité dans un établissement du second degré. Le niveau du baccalauréat est requis<sup>4</sup>. Quels sont les établissements qui assurent ce type et ce niveau de formation à Mulhouse? Trois d'entre eux sont regroupés, au sein du Centre Universitaire du Haut-Rhin, le C.U.H.R., fondé par le décret

<sup>1</sup> Cette étude, conçue par son auteur en 1970—71 comme mémoire de maîtrise, a le mérite d'apporter des éléments inédits à la fois sur l'Enseignement Universitaire à Mulhouse et sur les nouvelles structures de Formation Permanente. Les deux aspects, jusque là assez distincts l'un de l'autre, ne sont-ils pas appelés à devenir bientôt complémentaires?

Il serait hautement intéressant si, dans cette perspective, des études analogues pouvaient être réalisées aussi bien à Bâle qu'à Fribourg/Breisgau pour permettre une première synthèse comparative dans le cadre de la «Regio» (P. Meyer).

<sup>2</sup> Pour replacer l'ensemble de cette étude dans son cadre géographique et sociologique, on aura intérêt à consulter: P. Meyer et S. Rimbert: Les villes françaises: Mulhouse. Notes et études documentaires n° 3669, 9 mars 1970

<sup>3</sup> Liste des quelques sigles et significations

C.U.H.R.: Centre Universitaire du Haut-Rhin (regroupe les 3 U.E.R. et l'E.S.C.M.)  
61 rue Albert Camus (Illberg)

U.E.R.: Unité d'Enseignement et de Recherche

— F.L.S.H.: Faculté des Lettres et des Sciences humaines, 31 Grand'Rue

ant. C.L.U.: Collège Littéraire Universitaire, ex Propédeutique

— I.S.E.A.: Institut des Sciences exactes et appliquées, 4 rue des Frères Lumière (Illberg)

ant. C.S.U.: Collège Scientifique Universitaire

— I.U.T.: Institut Universitaire de Technologie (61 rue Albert Camus (Illberg)  
(divisé en 4 départements, dont 1 à Colmar)

— E.S.C.M.: Ecole Supérieure de Chimie de Mulhouse, 3 rue Alfred Werner (Illberg)

E.S.I.T.M.: Ecole Supérieure des Industries textiles de Mulhouse  
(ancienne Ecole de Filature, Tissage et Bonneterie), 3 rue des Pêcheurs

I.S.S.M.: Institut Supérieur de Secrétariat de Mulhouse, 45 rue de la Sinne

E.S.T.I.M.: Ecole Supérieure de Traducteurs et Interprètes de Mulhouse, 33 Grand'Rue

C.N.A.M.: Conservatoire National des Arts et Métiers, 61 rue Albert Camus (Illberg)

G.I.F.O.P.: Groupement interprofessionnel de Formation, d'Orientation et de Perfectionnement,  
8 rue du 17 novembre

U.P.: Université Populaire, 2 rue Pierre Curie

<sup>4</sup> Insuffisant toutefois pour l'entrée à l'E.S.C.M. et à l'E.S.I.T.M. (admission sur concours au niveau du 1er cycle de l'enseignement supérieur).

du 10 octobre 1969. Il réunit trois unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.): l'Institut des Sciences exactes et appliquées (I.S.E.A.), ancien Collège Scientifique Universitaire (C.S.U.); la faculté des Lettres et Sciences Humaines, ancien Collège Littéraire Universitaire (C.L.U.) issu du Centre de Propédeutique-Lettres; enfin l'Institut Universitaire de Technologie (I.U.T.) dont trois départements sur quatre sont mulhousiens, le dernier étant installé à Colmar. A côté de ces trois U.E.R. on ne saurait oublier l'Ecole Supérieure de Chimie (E.S.C.M.) rattachée depuis peu au C.U.H.R. après l'avoir été à l'Université de Strasbourg, et l'Ecole Supérieure des Industries Textiles (E.S.I.T.M.), ancienne Ecole de Filature, Tissage et Bonneterie. Enfin, bien qu'étrangères à l'Université, l'Institut Supérieur de Secrétariat (I.S.S.M.), l'Ecole d'Infirmières et l'Institut de Service Social assurent une formation supérieure à des élèves le plus souvent directement issus de l'enseignement secondaire.

Depuis le début des années soixante, la palette des établissements d'enseignement supérieur s'est considérablement enrichie. Toutefois l'homme de la rue ignore le plus souvent l'existence de ces divers établissements. L'Ecole de Chimie est peut-être le seul à percer cette atonie: le bizuthage à grand renfort de peinture et de (mauvaises) odeurs est un rite annuel, mais il surprend toujours le passant de la rue du Sauvage! Il est vrai que ce genre de manifestation se fait discret et tend à disparaître. Que l'on mette encore de côté l'Ecole d'Infirmières de la rue Thénard dont la réputation est aussi solide qu'ancienne, et le tour des écoles connues de l'ensemble de la population est terminé. C'est dire la discrétion de la vie estudiantine à Mulhouse. Deux autres indices: la rentrée universitaire passe totalement inaperçue; c'est tout juste si les inscriptions gauchistes sur les murs sont plus nombreuses (encore qu'il soit difficile d'attribuer ces inscriptions aux seuls étudiants). Par ailleurs, aucune librairie de Mulhouse n'a créé de rayon «universitaire»: à cet égard, la comparaison avec Metz est particulièrement instructive.

## 11 Les effectifs et leur évolution

En 1970—71, il y a 1748 étudiants à Mulhouse<sup>5</sup>: 1195 sont inscrits au C.U.H.R.<sup>6</sup>, 257 dans les deux écoles supérieures, 296 par ailleurs. Avec un peu moins de 1200 étudiants<sup>7</sup>, le Centre Universitaire du Haut-Rhin est loin des 4000 étudiants nécessaires pour former une université: c'est le seuil imposé par le ministère de l'Education Nationale, sauf cas d'exception tel que Metz. Quelle est la répartition par spécialité de l'ensemble des étudiants mulhousiens? Le  $\frac{1}{3}$  des étudiants — partagé entre trois établissements — acquiert une formation scientifique, un autre  $\frac{1}{3}$  est groupé à la Faculté des Lettres, un  $\frac{1}{4}$  est formé en vue d'une carrière économique ou sociale, le restant — environ 10% — travaille dans les sections «secondaires» de l'I.U.T. Si l'on ne tient pas compte des limites de l'université traditionnelle,

<sup>5</sup> Le maniement des statistiques s'avère malaisé. L'auteur a pu constater qu'elles sont le plus souvent divergentes, voire contradictoires, ce qui exige une grande prudence dans leur interprétation. D'ailleurs les statistiques ont-elles toujours un sens?

<sup>6</sup> Le département colmarien de l'I.U.T. étant exclu.

<sup>7</sup> Un peu moins de 1300 si l'on tient compte de Colmar.

l'éventail des formations assurées à Mulhouse est assez large. Ceci corrige quelque peu l'impression d'étroitesse que dégage le C.U.H.R. qui n'est formé que de trois unités d'enseignement et de recherche, toute formation spécifique dans le domaine juridique, économique ou médical étant exclue en son sein. Autre remarque d'importance: le nombre d'étudiantes — 730 environ — n'est pas négligeable. Elles représentent 40 % de la population estudiantine de la métropole haut-rhinoise, 35 % du total des étudiants du C.U.H.R. et des deux écoles supérieures. Toutefois, ces pourcentages sont loin d'être atteints dans les unités scientifiques.

a) *Les U.E.R. du Centre Universitaire*

En douze ans, le nombre d'étudiants de l'*I.S.E.A.* s'est multiplié globalement par 6. Augmentation appréciable, mais tempérée par un certain nombre de remarques. A l'échelle de la décennie, le gonflement des effectifs semble devoir être mis en rapport essentiellement avec la création de nouveaux enseignements, celui du 3<sup>e</sup> cycle étant le dernier en date. En 1<sup>ère</sup> année du 1<sup>er</sup> cycle, l'augmentation n'est que de 30 % entre 1959 (111 étudiants) et 1970 (145 étudiants). Le nombre d'étudiants en première année d'électronique (actuelle maîtrise «Electronique, Electrotechnique et Automatique») est en baisse notable: alors qu'ils étaient trente à quarante au départ (1963—64), ils ne sont plus qu'une douzaine actuellement. Seconde remarque: l'augmentation des effectifs est loin d'être régulière, elle se fait en dent de scie. Le plus souvent, à une année faste succède une année maigre. L'année 1967—68 est particulièrement décevante: l'effectif retombe à ce qu'il était cinq années auparavant lors de la création du second cycle. Par contre à la rentrée de 1968 l'accroissement d'une année sur l'autre est de 30 %. Enfin troisième remarque: le nombre d'étudiants étrangers est en diminution sensible au fil des années. Ils sont 59 en 1963—64, 30 en 1966—67, 10 en 1970—71, soient respectivement 21 %, 11 % et 3 % du total des étudiants inscrits. Il n'est sans doute pas inutile de remarquer que la chute du nombre d'étrangers en 1967—68 coïncide avec la chute du nombre total d'étudiants la même année.

De création plus récente, l'unité d'enseignement et de recherche de *lettres* a connu, elle aussi, une histoire mouvementée. Elle a augmenté le nombre de ses étudiants dans de moindres proportions que l'unité scientifique. Néanmoins, en 1970—71 la Faculté des Lettres représente 45 % des étudiants du C.U.H.R. Que doit-on souligner dans son développement? Pendant les trois premières années de fonctionnement, alors qu'il ne s'agissait que d'un Centre de Propédeutique-Lettres préparant au Certificat d'études littéraires générales classiques ou modernes, le nombre d'étudiants est allé diminuant. Par contre, depuis 1966—67, date de mise en place de la réforme Fouchet et de la création du Collège Littéraire Universitaire de Mulhouse, l'augmentation des effectifs est sensible et ininterrompue<sup>8</sup>. La croissance est double: d'une part le nombre d'étudiants par année augmente (en 1<sup>ère</sup> année du 1<sup>er</sup> cycle: 137 étudiants en 1966—67; 263 étudiants en 1969—70), d'autre part la création de nouveaux enseignements provoque un gonflement de l'effectif général: mise en

<sup>8</sup> Toutefois il faut noter en 1972—73 une baisse de caractère national.



place progressive des deux années préparant au diplôme universitaire d'études littéraires (D.U.E.L.), puis de la licence de lettres modernes, et celle d'Allemand<sup>9</sup>. Notons enfin que le nombre d'étrangers est infime: moins de 3 % contre près de 10 % à Strasbourg.

Contrairement aux deux autres U.E.R., l'*Institut Universitaire de Technologie* de Mulhouse-Colmar s'est développé de façon continue. De 1968—69 à 1970—71, le nombre d'étudiants a augmenté de 146 %. Cependant, cette augmentation est loin d'être uniforme: elle est moins sensible à Mulhouse qu'à Colmar, elle est beaucoup plus nette dans les départements tertiaires que dans les départements secondaires. Cela dit, la croissance de l'I.U.T. haut-rhinois est loin d'être exceptionnelle si on la compare à celle de l'I.U.T. de Belfort. Créé la même année que celui de Mulhouse-Colmar, l'I.U.T. de Belfort compte 107 étudiants en 1968—69 dans ses deux départements secondaires, et 194 en 1970—71, alors qu'un département d'informatique s'est ajouté l'année précédente aux deux départements initiaux. Ainsi en 1970—71, les trois départements belfortains ont-ils plus d'étudiants que les quatre départements haut-rhinois (394 contre 391). En génie électrique et en génie mécanique, Belfort compte 286 étudiants et Mulhouse 169. Dynamisme belfortain ou prudence mulhousienne, compte tenu du niveau d'études et des débouchés?

#### b) *Les autres établissements*

L'*Ecole Supérieure de Chimie* a connu une montée des effectifs lente mais sûre, toute différente de l'évolution saccadée de l'I.S.E.A. Entre 1958 et 1970 l'effectif a doublé. L'augmentation est due tant à la progression du nombre des étudiants qu'à celle des chercheurs. Toutefois le rapport étudiants/chercheurs n'a cessé de se modifier en faveur de ces derniers: il était de 3,19 en 1958—59, il est de 1,29 en 1969—70. En 1970—71, on constate même qu'il y a plus de chercheurs que d'étudiants. Ceci est à mettre en rapport avec la suppression de la quatrième année d'études pour l'obtention du diplôme d'ingénieur chimiste E.S.C.M. Quant à l'effectif des promotions en première année d'études, il est pratiquement stable de 1959 à 1964. En 1965, il augmente presque du tiers: l'école s'installe dans ses nouveaux locaux de l'Illberg. Mais l'effectif est ramené sensiblement à son niveau initial dès 1967. Notons encore que l'E.S.C.M. n'attire pas beaucoup d'étrangers, bien qu'ils soient présents chaque année.

L'évolution des effectifs de l'*Ecole Supérieure des Industries textiles* est plus difficile à cerner à cause de la coexistence d'une section de techniciens supérieurs et d'une section d'ingénieurs jusqu'en 1971. Le nombre d'étudiants croît jusqu'en 1963—64. La baisse des effectifs s'amorce alors et en 1968—69 l'école n'a plus que le tiers des effectifs de 1963—64. Après quoi, le nombre d'étudiants augmente à nouveau; ils sont 68 en 1970—71. Ce qui caractérise vraiment l'E.S.I.T.M., c'est la forte proportion d'étrangers, au point que certains années, ceux-ci constituent la majorité de l'effectif des étudiants. C'est pratiquement le cas entre 1963 et 1970.

---

<sup>9</sup> Et à la rentrée de 1972, l'ouverture d'une première année d'histoire.

Par suite de la suppression de la section de techniciens supérieurs, il faut s'attendre à un renversement de la situation des années soixante.

Il reste à étudier l'évolution des trois écoles qui ne dépendent pas de l'Education Nationale. C'est pratiquement impossible pour l'Institut Supérieur de Secrétariat, ouvert de trop fraîche date. En principe chaque promotion est limitée à 24 élèves. Comme la scolarité dure deux ans, il faut compter 48 élèves au total. Toute différente est la situation de l'*Ecole d'Infirmières* et de l'*Institut de Service Social*. Jusqu'en 1967—68, ces deux écoles n'en formaient qu'une. La première année, l'enseignement était mixte. Depuis la rentrée de 1968, infirmières et assistantes sociales font leurs études dans deux établissements distincts. L'évolution du nombre d'infirmières et d'assistantes sociales est loin d'être parallèle. Le nombre d'infirmières est en nette augmentation à partir de 1960; vers le milieu de la décennie le mouvement de hausse s'accélère. En 1968—69, il y a en première année d'étude autant d'élèves infirmières (76 exactement) qu'il y avait d'élèves infirmières et assistantes sociales en tout dix ans auparavant. Au contraire, le nombre d'assistantes sociales ne cesse de décliner entre 1960 et 1965. Depuis, la reprise est nette, les promotions comptant une vingtaine d'élèves. Toutefois, il y a moins d'élèves assistantes sociales en 1970—71 qu'il n'y en avait dans les années cinquante. Très caractéristique est le taux de réussite au diplôme d'infirmière hospitalière ou d'assistance sociale: le plus souvent il atteint 100 %. Notons pour la petite histoire que l'Institut de Service Social et l'Ecole d'Infirmières sont ouverts également aux jeunes gens et qu'ils y sont effectivement présents, en nombre très minime il est vrai!

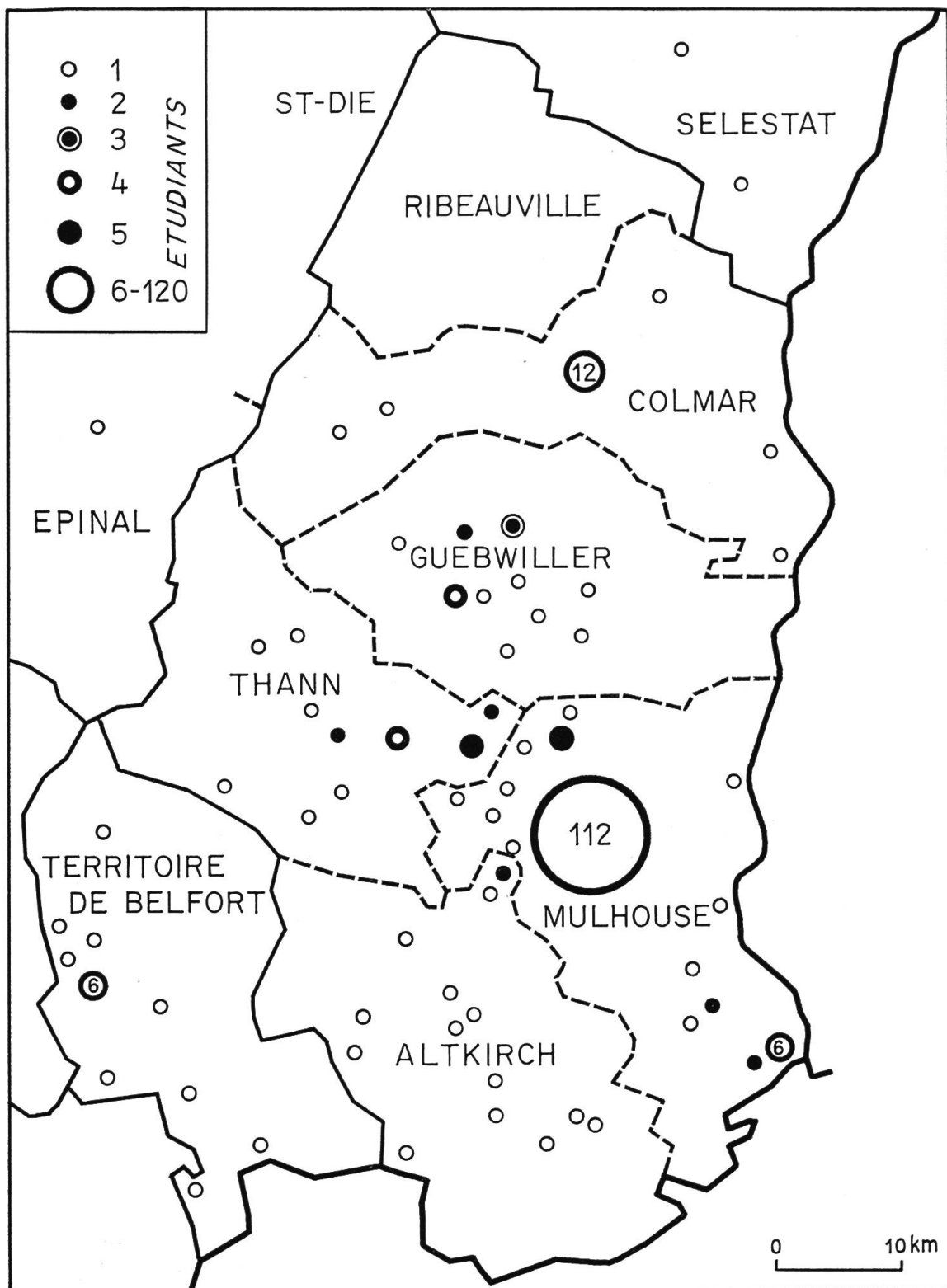
## 12 Les aires de recrutement (cf. cartes)

L'étude des aires de recrutement permet d'opposer deux types d'établissements, ceux qui sont à vocation régionale et ceux qui attirent des étudiants de tout l'hexagone, voire de l'étranger. Parmi les premiers il faut compter les U.E.R. du Centre Universitaire, l'Ecole d'Infirmières et l'Institut de Service Social. Un classement d'après la grandeur croissante des aires de recrutement s'avère nécessaire. L'aire la plus restreinte est celle de l'Ecole d'Infirmières: elle ne s'étend que sur la moitié méridionale du Haut-Rhin, le tiers des élèves est originaire de l'agglomération mulhousienne. Notons toutefois qu'en 1970—71, onze élèves viennent des Vosges et quatre de Franche-Comté sur un total de 146. La zone de recrutement de l'I.S.E.A. (fig. 1) est un peu plus large. En premier cycle, 84 % des étudiants sont haut-rhinois, 6 % viennent du Territoire de Belfort. Le reste est originaire des autres départements (un seul étudiant de Haute-Saône, aucun du Doubs) ou de l'étranger. La grande

---

Fig. 1: Origine géographique des étudiants français de premier cycle de l'I.S.E.A. en 1970/71. On n'a représenté que les étudiants originaires du Haut-Rhin et des départements limitrophes; un étudiant du Doubs et deux étudiants de la Haute-Saône n'ont pu être figurés.

*Abb. 1: Herkunft der französischen Studenten des ersten Ausbildungszyklus der I.S.E.A. im Studienjahr 1970/71. Es sind nur die Studenten aus dem Elsass und den angrenzenden Departementen berücksichtigt; ein Student aus dem Departement Doubs und zwei aus dem Departement Haute-Saône fallen aus dem Rahmen der Karte.*



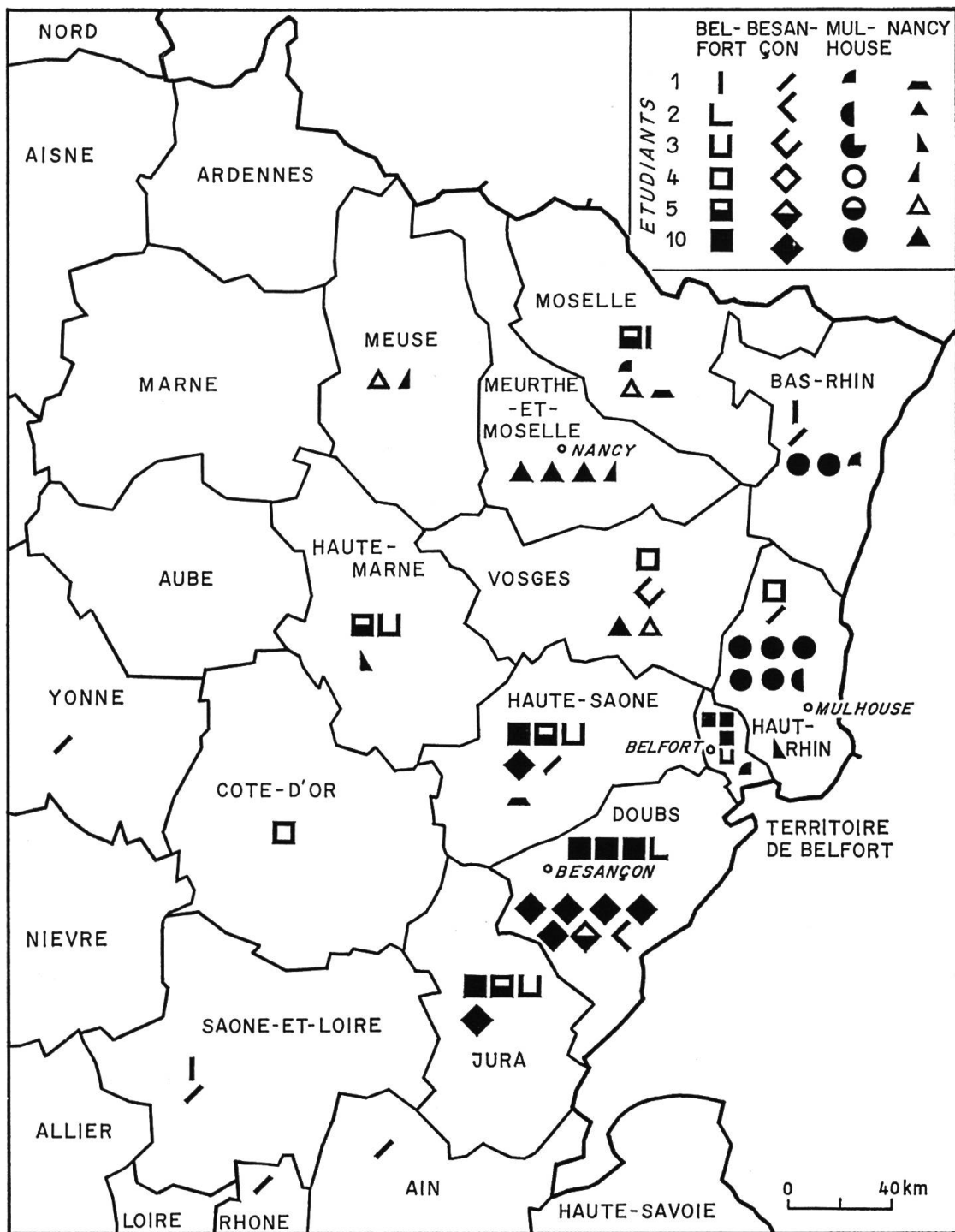


Fig. 2: Origine géographique des étudiants des départements «génie mécanique» des I.U.T. de Belfort, Besançon, Mulhouse et Nancy en 1970/71.

Abb. 2: Herkunft der Studenten der I.U.T., Abt. Mechanik, von Belfort, Besançon, Mülhausen und Nancy (1970/71).

majorité des scientifiques vient du Haut-Rhin à l'exclusion de l'arrondissement de Ribeauvillé. La situation est pratiquement la même à la Faculté des Lettres où la majorité haut-rhinoise est encore plus écrasante: elle va jusqu'à 96 % en section d'Allemand. Cette section a une zone de recrutement un peu particulière: son extension est quasi nulle dans le Territoire de Belfort, par contre elle est assez vigoureuse dans la région de Colmar. L'Institut Universitaire de Technologie présente des aires d'attraction diverses (fig. 2). En génie mécanique, elle est uniquement alsacienne: quelle différence avec Belfort! Le département des Vosges est partagé entre Nancy, Belfort et Besançon. Dans la section «administration des entreprises et des collectivités publiques» l'attraction s'affirme jusque dans la Porte d'Alsace face à l'I.U.T. de Besançon. Mais c'est l'Institut de Service Social qui a l'aire de recrutement la plus large et la plus équilibrée: le Haut-Rhin ne détient qu'une majorité très relative (environ 40 % des élèves), la représentation franc-comtoise — Jura exclu — est forte (37 % en 1970—71); s'y ajoute une discrète présence vosgienne. Au total, l'ensemble des établissements a une attraction prédominante, le plus souvent majoritaire, sur le Haut-Rhin. Le drainage des arrondissements de Ribeauvillé et de Colmar n'est pas toujours correctement assuré. Enfin, il ne faut pas oublier la queue de comète fugace vers la Porte d'Alsace.

La zone de recrutement régional reste stable en général; pour quelques établissements, elle a tendance à se rétrécir, semble-t-il. En cinq ans le nombre d'étudiants de l'I.S.E.A. originaires de Franche Comté passe d'une trentaine (1966) à moins de vingt (1970). Il est difficile d'expliquer la modestie du rayon de l'aire de recrutement par des causes liées aux moyens de transport. Dans le cas de Lure, en Haute-Saône, la situation est franchement favorable. D'après l'horaire de l'hiver 1967, cinq trains circulent tous les jours ouvrables vers Mulhouse, la durée du trajet étant en moyenne d'une heure et dix minutes. Vers Nancy, trois liaisons quotidiennes en deux heures et autant vers Besançon en trois heures.

L'Ecole Supérieure de Chimie et l'Ecole Supérieure des Industries Textiles attirent des étudiants venus de beaucoup plus loin (fig. 3 et 4). Depuis la création en 1966 d'un concours d'entrée commun aux cinq écoles de chimie du nord de la France, le caractère très régional du recrutement de l'E.S.C.M. s'est quelque peu estompé. En 1970—71, le quart des étudiants ingénieurs et doctorants est haut-rhinois. L'attraction s'exerce également sur le Bas-Rhin, malgré la présence de l'Ecole Nationale de Chimie de Strasbourg. De plus, la région parisienne est fort bien représentée. Quant'aux rares étrangers, ils sont presque tous doctorants. Bien différente est la situation de l'E.S.I.T.M. Les 24 étrangers présents en 1970—71 viennent essentiellement des pays africains et malgache d'expression française et de pays méditerranéens des trois continents. Quant'aux 43 Français, ils sont originaires surtout de la région parisienne (35 %) et de la région Rhône-Alpes. Il faut souligner le faible impact régional de l'E.S.I.T.M. L'évolution a été rapide car en 1960—61 les Haut-Rhinois représentaient 44 % des étudiants français; ce nombre est tombé à 9 % en 1970—71. L'attraction départementale est beaucoup plus faible que celle qu'exerce dans le département des Vosges l'Ecole Supérieure de Filature et Tissage de l'Est d'Epinal.

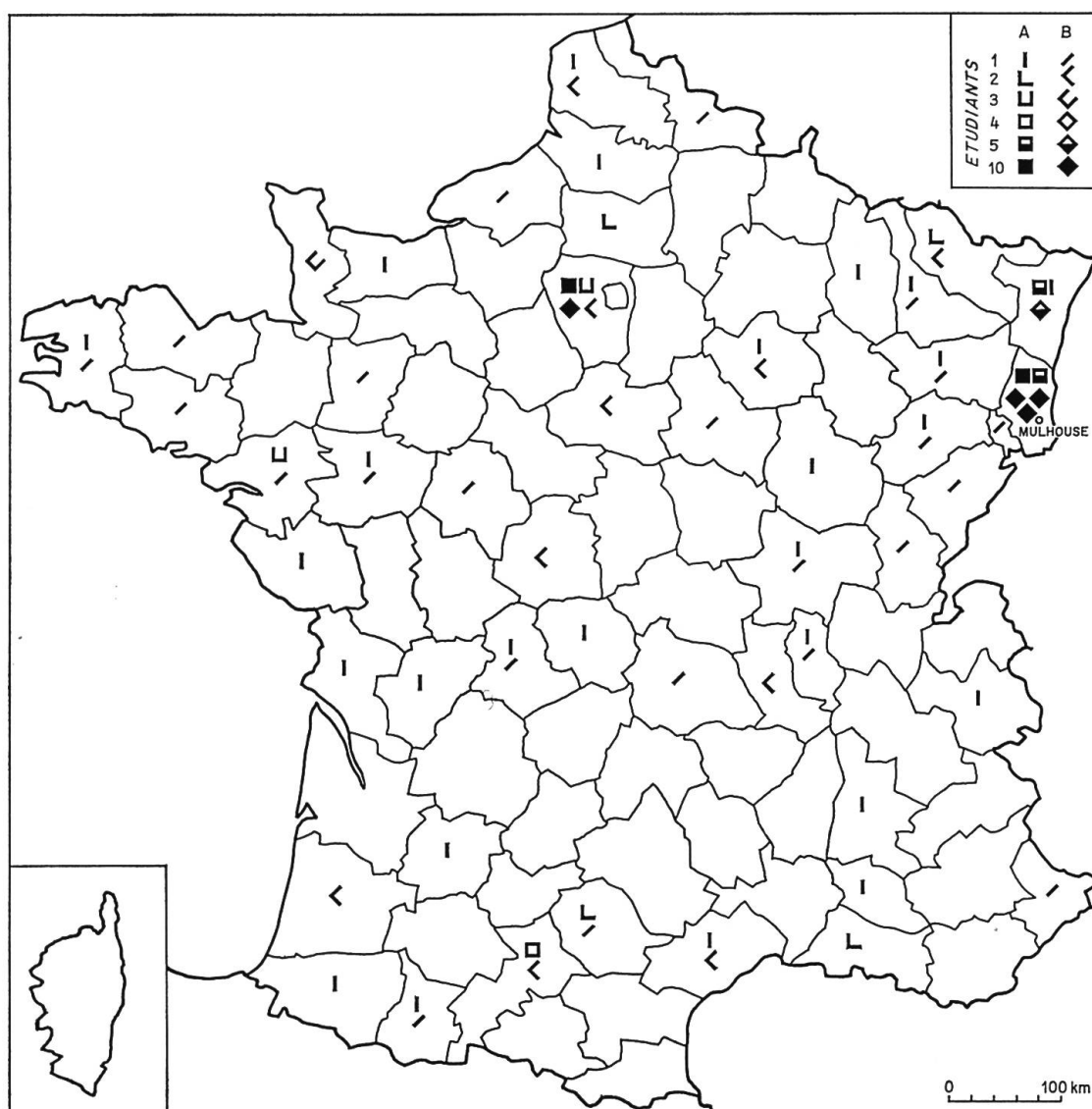


Fig. 3: Origine géographique des étudiants français de l'E.S.C.M. en 1970/71. A les élèves ingénieurs, B les élèves «doctorants».

Abb. 3: Herkunft der französischen Studenten der E.S.C.M. (Mülhausen) im Jahre 1970/71: A zukünftige Ingenieure, B Doktoranden.

## 2 Création et développement de l'université et des organismes

### 21 La naissance du centre universitaire

Doit-on parler de miracle à propos de l'œuvre des années 1957—1963? Toujours est-il que le travail entrepris alors est couronné d'une réussite aussi rapide que brillante. Après la phase de reconstruction de l'après-guerre, Mulhouse est à la recherche d'un nouveau visage dans le domaine de l'urbanisme tout d'abord, avec le remodelage du quartier de la Porte Jeune, mais aussi les études du plan d'aménagement Mulhouse-Rhin; dans le domaine des activités industrielles ensuite: on prévoit



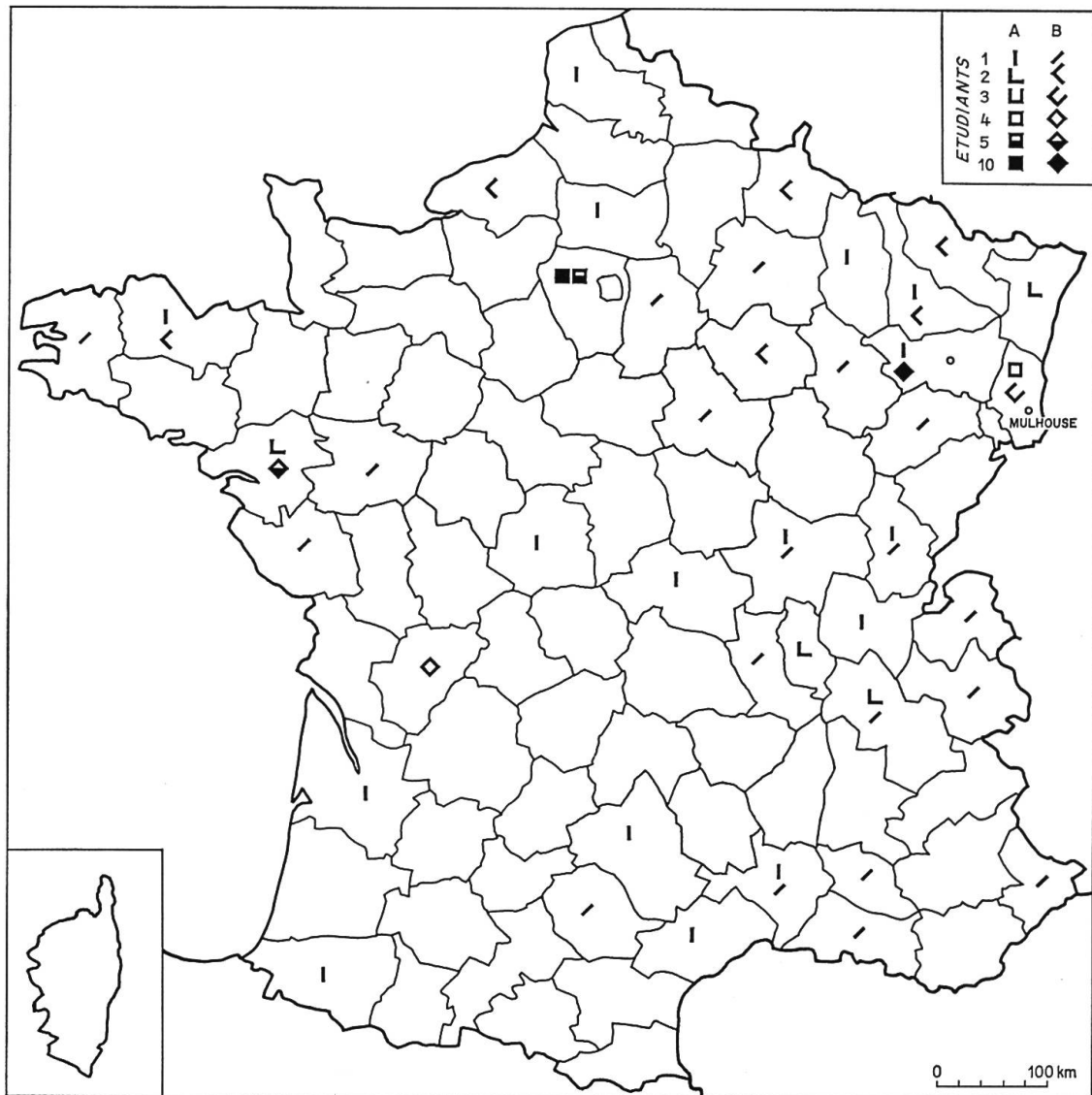


Fig. 4: Origine géographique des étudiants français de l'École Supérieure de Filature et Tissage de l'Est (Épinal) et de l'École Supérieure des Industries textiles (Mulhouse) en 1970/71. A élèves de l'E.S.I.T-Mulhouse, B élèves de E.S.F.T.E.-Épinal.

Abb. 4: Herkunft der französischen Studenten der Textilschulen von Mülhausen (E.S.I.T. = A) und Epinal (E.S.F.T.E. = B).

l'installation d'industries lourdes sur les bords du canal d'Alsace et d'industries légères dans la banlieue, à l'Ile Napoléon. Ces transformations et ces projets marquent la volonté de renouveau de la cité. Renouant avec la vieille tradition mulhousienne, certains sont d'avis que le développement industriel passe par la mise en œuvre de techniques nouvelles issues du progrès scientifique. «La Société Industrielle a toujours cherché à promouvoir l'application des sciences à l'industrie. Ce rôle qu'elle a joué depuis cent trente ans, elle se doit de le tenir plus que jamais»<sup>10</sup>.

<sup>10</sup> Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse n° 3, 1955.

La création du Centre de Recherches Textiles en janvier 1947, financé essentiellement par l'Institut Textile de France et travaillant en liaison étroite avec les deux écoles supérieures mulhousiennes, témoigne de cette volonté. Mais il faut aller plus loin encore: établir des contacts entre le monde des affaires et l'Université elle-même. Ainsi, l'Ecole Supérieure de Chimie, fondation de droit local, est rattachée à l'Université de Strasbourg par une convention approuvée le 24 mai 1957. De son côté, le Comité d'Action pour l'Economie du Haut-Rhin (C.A.H.R.) qui a créé en 1955 la C.L.E.E.<sup>11</sup> et l'année suivante l'A.F.E.S.T.E.C.<sup>12</sup> est à l'origine de la création d'un Centre Associé du Conservatoire Nationale des Arts et Métiers de Paris (C.N.A.M.). La fin de l'année 1957 est marquée par l'accélération des contacts avec les universitaires. On souligne que l'Université doit abandonner sa «Tour d'ivoire», l'industrie traditionnelle faisant fi du secret de fabrication. Sont mises sur pied pour mai 1958 les «Journées scientifiques de Mulhouse», dont le but est de souligner la vocation scientifique de la ville et de sa région. C'est alors que naît ce que l'on peut appeler «le programme de 1958»: construction d'un nouveau Centre de Recherches Textiles à l'Illberg, demande de rattachement de l'Ecole Supérieure de Filature, Tissage et Bonneterie à l'Université de Strasbourg, agrandissement ou reconstruction de l'Ecole Supérieure de Chimie, réalisation d'un ensemble technique comprenant une Ecole Nationale Professionnelle, création d'un Collège Scientifique Universitaire. Quelques mois plus tard est créé ce C.S.U. tant désiré. C'est le premier fruit de la collaboration entre Mulhousiens: municipalité essentiellement socialiste, patrons de l'industrie représentés par la chambre de Commerce et la Société Industrielle, syndicalistes soucieux de formation humaine et qui œuvrent notamment au C.A.H.R. C'est aussi: le résultat d'une convergence entre les vœux des Mulhousiens et ceux des responsables nationaux et académiques de l'Education Nationale. Lors de l'inauguration du C.S.U., installé grâce à l'obligeance des usines D.M.C. dans les locaux provisoires de la rue du Fil, le président de la Société Industrielle fait l'éloge de cette «grande entreprise, œuvre commune d'une équipe de collectivités»<sup>13</sup>. Il ajoute: «L'ensemble forme un tout harmonieux où l'on ne saurait distinguer ce qui revient à chacun des participants.» L'installation définitive du C.S.U. doit se faire à l'Illberg où la Ville de Mulhouse met gratuitement à la disposition de l'Université un terrain viabilisé de plusieurs dizaines d'hectares. On prévoit une construction en quatre tranches, la première prévue pour 300 étudiants, la dernière six ans plus tard permettra d'accueillir 1200 étudiants au total. D'autres implantations étant prévues, le recteur célèbre l'Illberg, futur «quartier latin de Mulhouse»<sup>14</sup>. Peu à peu les chantiers s'ouvrent: d'abord le Centre de Recherches Textiles, puis le Collège Scientifique Universitaire (1<sup>ère</sup> tranche), les fondations de la Cité Universitaire et de la nouvelle Ecole Supérieure de Chimie. Un projet de création d'une licence de sciences appliquées en électronique est

<sup>11</sup> Commission de liaison Economie-Enseignement présidée alors par M. Delacôte.

<sup>12</sup> Association pour favoriser l'enseignement scientifique, technique et économique dans le Haut-Rhin.

<sup>13</sup> Bulletin de la S.I.M. n° 4, 1958, voir la page 13.

<sup>14</sup> Discours de M. Angelloz lors de l'inauguration du C.S.U. le 17 novembre 1958 (cf. Bulletin de la S.I.M. n° 4, 1958, page 7).

présenté devant la Faculté des Sciences de Strasbourg: celle-ci l'accepte. La faculté souhaite faire à Mulhouse une expérience pilote dans le but de «former des cadres valables pour l'industrie régionale». La première année d'électronique s'ouvre à la rentrée de 1962. Une fois de plus, le passage de l'idée à la réalisation est rapide. Par ailleurs, une préoccupation nouvelle se fait jour: «L'enseignement mulhousien (ne doit pas être) uniquement axé dans un sens technique» déclare M. Bernhard Thierry-Mieg<sup>15</sup>. L'instance sur les problèmes humains, les problèmes de communication au sein de l'entreprise est une nouvelle étape.

«Nous avons besoin de littéraires, pour aborder les problèmes de haut, pour nous conduire à une vue synthétique des choses . . . » Pratiquement, on songe à un institut commercial ou à une école de commerce et surtout à un centre de Propédeutique-lettres. Après une campagne d'information bien menée, le Centre est ouvert à Mulhouse en octobre 1963; l'installation à Colmar avait également été envisagée. Les frais d'installation et de fonctionnement sont supportés par les instances locales (municipalité surtout).

Cette première période, celle de «*l'enthousiasme de Mulhouse*» — la formule est de Gaston Berger<sup>16</sup> — s'achève en 1963. Mulhouse semble vouloir faire du lieu science-industrie l'idée directrice de son expansion. Elle est à l'avant-garde du mouvement de rénovation. Cela vise à attirer l'étudiant de loin, de toute la France, voire de l'étranger: «Vous saurez créer une ambiance internationale» avait déclaré le doyen Maresquelle en 1958<sup>17</sup>. Pourtant, vers 1964 Mulhouse commence à douter d'elle-même. L'expansion générale de la ville que l'on imaginait rapide quelques années auparavant est loin d'être un modèle du genre. Les zones industrielles de l'Ile Napoléon restent vides mis à part l'installation relativement modeste encore, d'Indénor S.A. Quant'à la zone rhénane, elle semble frappée de malédiction après la fermeture de Rhénaméca et malgré la réussite de Rhône-Poulenc. Le retournement brutal de la conjoncture en septembre 1964 provoque une nouvelle crise de l'industrie textile, d'où un cortège de restructurations techniques et financières et de fermetures d'usines. Les mines de Potasse, qui ont stabilisé leur production à partir de 1961 n'embauchent plus. Tout ceci provoque une baisse du nombre des emplois industriels dans la région mulhousienne et contraste avec le brillant essor de Colmar. Les établissements universitaires ne se développent pas comme prévu. Certes, l'Ecole Supérieure de Chimie s'installe dans ses nouveaux locaux en 1965, l'Ecole Supérieure des Industries Textiles est rattachée à l'Université de Strasbourg, on construit un restaurant universitaire en remplacement de celui du Mont des Roses vétuste et mal placé . . . Mais le C.S.U. ne voit pas le nombre de ses étudiants doubler comme il était prévu. Quant'au Centre de Propédeutique-lettres, ses effectifs, contrairement à toute prévision, ne cessent de fléchir. A cette situation s'ajoutent des préoccupations pour l'avenir nées des projets de réforme de l'enseignement supérieur: que va devenir la licence de sciences appliquées? Le Centre de Propé-

<sup>15</sup> Discours prononcé au palais des sports devant les autorités universitaires et les représentants du monde économique (cf. Bulletin de la S.I.M. n° 3, 1961, pages 35 et 36).

<sup>16</sup> Discours du directeur général de l'enseignement supérieur qui clôt les journées scientifiques de Mulhouse, 21—23 mai 1958 (cf. Bulletin de la S.I.M. n° 2, 1958, page 126).

<sup>17</sup> Lors des journées scientifique de mai 1958 (cf. Bulletin de la S.I.M. n° 2, 1958, page 46).

deutique-lettres sera-t-il fermé?<sup>18</sup> Finalement ce dernier est transformé en un Collège Littéraire Universitaire regroupant trois unités (lettres modernes, Allemand, Anglais) sur les cinq qui furent demandées. Enfin, fait significatif, aucun Institut Universitaire de Technologie n'est ouvert dans le Haut-Rhin en 1967, année de création d'une première série de ces établissements. Pour la première fois depuis 1958, visiblement Mulhouse n'est plus à l'avant-garde.

Avec 1968 commence la troisième période plus difficile à caractériser. Après l'échec de l'année précédente, un I.U.T. est créé dans le Haut-Rhin en 1968. Le choix des spécialités (génie mécanique, génie électrique, administration des entreprises et des collectivités publiques à Mulhouse; techniques de commercialisation à Colmar) tient compte assez largement des vœux du monde économique. Mais 1968, c'est surtout l'année des «événements de mai—juin». A Mulhouse, la révolte étudiante est sage. Certes, les étudiants occupent le C.L.U.; ils sont tout fiers d'avoir reçu en pleine nuit une communication téléphonique de leurs condisciples de Bordeaux. A l'amphithéâtre du C.S.U. une commission qui réunit étudiants et enseignants travaille à la création d'une «faculté polytechnique» jouissant d'une certaine autonomie dans le cadre de l'Université de Strasbourg. Autonomie: le mot, prononcé pour la première fois de la révolte étudiante à l'Institut de Géographie de Strasbourg, a fait boomerang. Comme Metz mais avec plus de mesure ou de discrétion, Mulhouse veut se dégager de l'emprise de la capitale alsacienne. Il s'agit d'une véritable prise de conscience du monde universitaire mulhousien. La commission fédérative des établissements d'enseignement supérieur du Haut-Rhin, présidée par M. Donnet, directeur adjoint de l'E.S.C.M. soumet ses conclusions à l'avis des milieux économiques. Ceux-ci soulignent qu'ils ne sont pas opposés aux projets, bien au contraire. Après de multiples conciliabules, les industriels mulhousiens créent en novembre 1968 l'«Association pour l'Université Polytechnique du Haut-Rhin». On ne parle plus de faculté, mais d'université pour tenir compte des possibilités offertes par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur (12 novembre 1968). L'Association déploie une intense activité: en liaison avec les professeurs, sont étudiés plusieurs organigrammes de la future université. On projette le développement d'enseignements de «haut niveau»: il s'agit d'intégrer à l'enseignement scientifique ou littéraire traditionnel l'étude des méthodes de gestion, des techniques de commercialisation et des langues vivantes étrangères. Programme très ambitieux au niveau des objectifs, très vague au niveau des moyens. D'autant plus que la conjoncture n'est plus celle d'il y a dix ans: il s'agit de remettre l'Université française sur les rails et non de procéder à des expériences pédagogiques. Cette fois, pas d'appui du ministère et encore moins de Strasbourg. A cela s'ajoutent des différents à propos de l'autonomie ou de la place des littéraires. L'arrêté ministériel du 27 mars 1969 crée un «Centre Universitaire» — et non une université jouissant totalement de l'autonomie — dans le Haut-Rhin; il regroupe trois U.E.R. (sciences, lettres et I.U.T.). Très rapidement se produit un hiatus entre des projets grandioses mais vagues et les difficultés quotidiennes liées à des problèmes budgétaires. L'«Association pour l'Université Polytechnique» fait sommeiller ses grands projets et s'oriente vers des

---

<sup>18</sup> Titre de l'article alarmant de J.-G. Samacoïtz dans «l'Alsace» du jeudi-vendredi 27—28 mai 1965

actions limitées mais exemplaires: pour elle, semble-t-il, l'I.S.E.A. doit devenir une unité pilote du C.U.H.R.

Il est difficile de tirer de cette histoire inachevée des conclusions définitives. Tout au plus peut-on faire quelques remarques. *1970 n'est pas 1958*: la féconde convergence des efforts n'existe plus. La Ville de Mulhouse ne participe plus activement à l'effort, sauf dans le domaine financier, et il est lourd! Mais a-t-elle une «politique universitaire»? Certes, elle garde les terrains de l'Illberg à la disposition de l'Education Nationale. Mais, visiblement, le cœur n'y est plus. Les sacrifices financiers sont démesurés. Sont-ils justifiés? D'autre part l'esprit de 1958 s'est évanoui. La volonté de «faire du neuf» s'est effritée. Mulhouse ne sera pas un modèle pour la France entière. Sa licence en sciences appliquées s'est transformée en maîtrise d'électronique, une maîtrise de physique parmi d'autres. Le vœux de former à l'Université des cadres pour l'industrie a provoqué bien des déceptions. Et l'Ecole des ingénieurs physiciens se crée à Strasbourg . . . D'une façon plus générale les conditions favorables pour la recherche n'ont pas pu être mises sur pied: d'où la fréquente non résidence des professeurs. La cité universitaire pour jeunes filles s'est ouverte à la rentrée de 1972. Que de temps pour débloquer les crédits de la nouvelle école d'Infirmières<sup>19</sup>.

L'enseignement de la jeunesse, ce n'est pas seulement l'affaire des Universitaires, c'est l'affaire de la cité toute entière. L'enthousiasme de Mulhouse est-il mort à jamais?

## 22 Quelques organismes de formation pour adultes

La tradition mulhousienne est davantage une tradition de formation que d'enseignement. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'objectif a toujours été de former des hommes utiles à la société industrielle, encore que vers la fin du siècle cette formation ait été conçue sur des bases plus larges<sup>20</sup>. En tous cas, l'école n'a jamais été considérée comme une réalité autonome, sans lien avec le monde productif. Devant la carence de l'Etat, les industriels mulhousiens ont créé un enseignement technique: école de chimie en 1822, école de dessin en 1929, école de tissage en 1861, école de filature en 1864, école de commerce en 1866. Cette tradition de l'initiative privée ne s'est pas éteinte de nos jours; si elle n'a connu que des résultats incomplets dans le domaine de l'enseignement supérieur, sa réussite par contre est fort brillante dans le domaine de la formation des adultes.

Que faut-il entendre par «*formation*»? Généralement on distingue la formation professionnelle qui est essentiellement acquisition de techniques et la formation générale utile dans l'ensemble des rapports sociaux. En fait, un médecin ou une employée de bureau qui apprend l'Alsacien à l'Université Populaire enrichit ses connaissances, qui, le cas échéant, pourront être fort utiles. La formation professionnelle, quant' à elle, s'avère nécessaire dans un monde où la mobilité sociale et technologique s'affirme de plus en plus. Il est admis qu'une part croissante des travailleurs, quels que soient leur niveau ou leur spécialité, auront dans l'avenir à

<sup>19</sup> En cours de réalisation depuis le début de 1973.

<sup>20</sup> Voir à ce sujet R. Oberlé: *L'enseignement à Mulhouse de 1798 à 1870*. Publication de la Faculté des Lettres de Strasbourg, 1961, 280 pages.



changer plusieurs fois de métier dans leur vie (c'est la *reconversion*) ou, à l'intérieur d'une même profession, à s'adapter à des changements si profonds qu'ils devront recevoir une formation complémentaire: c'est le *recyclage*. On en arrive finalement à la notion d'éducation permanente intéressant l'homme à toutes les époques de la vie. Cependant, à l'heure actuelle, les activités de formation sont liés plus fréquemment à la promotion sociale. Qu'en est-il à Mulhouse?

La multiplicité des organismes de formation est telle qu'on ne saurait dans le cadre de cet article prétendre à une étude exhaustive. Il est quasi impossible de recenser toutes les interventions en matière de formation des adultes. Celles-ci ne sont pas toujours faciles à déceler car le phénomène des «formations ultérieures»<sup>21</sup> n'a guère été étudié concrètement: toute statistique systématique fait défaut. Nous n'avons pu nous arrêter qu'à quelques organismes qui de façons diverses, font œuvre de formation.

Le Centre Associé au Conservatoire National des Arts et Métiers (C.N.A.M.) a été créé au milieu des années 50. La mise sur pied de ce centre est symptomatique de la tradition mulhousienne de formation et de promotion des hommes. Un décret du 25 juillet 1952 avait autorisé la création de centres régionaux, associés au C.N.A.M. afin de permettre aux provinciaux de bénéficier de cours et de travaux pratiques de haut niveau comme les Parisiens. Les deux premiers centres s'étaient constitués à Lille et à Lyon. Le troisième le fut à Mulhouse. Fait frappant: ce sont trois villes à forte tradition industrielle. En effet, dès juin 1955 la C.L.E.E. que le C.A.H.R. naissant venait à peine de créer, décide de faire une étude de prospection pour un éventuel cours de mathématiques élémentaires. A la fin de l'année, ce cours qui se tient à l'Ecole de Chimie (quai du Fossé) réunit 55 participants. A l'unanimité, le conseil d'administration du C.N.A.M. à Paris décide de créer un centre associé à Mulhouse. 170 élèves sont inscrits à l'automne 1956 à des cours de mathématiques générales, de chimie, de physique et d'électricité industrielle. En 1970—71, ils sont près de 800 dont 520 au Centre de Mulhouse. Les cours et travaux pratiques se sont multipliés et des centres annexes ont été ouverts à Colmar et à St-Louis. Le rajeunissement de l'âge des auditeurs est très net: en 1957—58 36 % des élèves ont entre vingt-cinq et trente ans; en 1970—71, 40 % des élèves ont entre vingt et vingt-cinq ans. Près de neuf auditeurs sur dix ont moins de trente-cinq ans. Le taux de féminisation est très faible: il y a vingt fois moins de femmes que d'hommes. En 1970—71, les auditeurs du Centre de Mulhouse sont pratiquement tous domiciliés dans la moitié sud du département. La plupart travaillent dans des entreprises industrielles, surtout aux Mines de Potasse (14 % des auditeurs) et à Peugeot (13 %).

Ouvert en 1958 à la suite des contacts établis entre la Faculté de Droit de Strasbourg et les milieux industriels mulhousiens, le *Centre de Capacité en Droit* est hébergé par la Société Industrielle. Les études, ouvertes à des non-bacheliers, durent deux ans. L'obtention du diplôme de capacitaire en droit est une promotion pour les employés de bureau qui fréquentent en majorité le Centre. Quelques jeunes,

---

<sup>21</sup> Par opposition à la «formation initiale» reçue à l'école et à l'université.



ayant échoué au baccalauréat, suivent le cours de capacité, pour être admis en licence. La moyenne d'âge est de 23 ans. Les cours et les travaux pratiques ont lieu après 18 heures. Le nombre d'inscrits est variable d'une année à l'autre; il oscille entre 150 et 250. En 1970—71, le nombre d'étudiants s'élève à 146 en première année et 21 en seconde année, ce qui est sensiblement moins qu'à Strasbourg ou même qu'à Metz.

La création au milieu des années soixante d'une *Université Populaire*<sup>22</sup> est le résultat de la réflexion d'une équipe, immédiatement soutenue par la municipalité. Il s'agissait de rendre accessibles à des adultes de toutes conditions des éléments de culture sans finalité professionnelle exclusive. C'est répondu en fait aux désirs latents des individus avides de savoir et de connaître. Il fallut définir une pédagogie appropriée à un public d'adultes exerçant ou non une activité professionnelle: organisation de cycles culturels très courts, bâtis autour d'un centre d'intérêt, tout enseignement magistral étant banni. La première année d'activité (1965—66) 180 personnes deviennent membres de l'Université Populaire. Dès lors le succès est rapide, car l'institution répond aux demandes des usagers: création de cours de langue, de mathématiques modernes (1968) d'une part, multiplication des «clubs» spécialisés (minéralogie, géographie, etc.) d'autre part. Ces derniers sont nés d'une volonté d'approfondissement méthodique des sujets abordés lors de certains cycles culturels. Enfin, l'Université Populaire essaime dans tout le sud du département en créant des centres annexes de Guebwiller à St-Louis. A Mulhouse, la plupart des activités se déroulent en fin de journée dans les locaux de la Faculté des Lettres. En 1970, le nombre total des membres est de 1700. Plus de la moitié sont employés ou cadres moyens. Il faut noter également l'importance des non actifs (femmes au foyer, retraités, pour qui sont organisées des activités en après-midi).

Le *Centre de Formation à l'Encadrement Technique (C.E.F.E.T.)* installé à Pulversheim est né en 1966. Il est le résultat d'une action concertée de la Délégation Générale à la Promotion Sociale, du ministère de l'Education Nationale, de la Chambre de Commerce de Mulhouse et des M.D.P.A. Il a hérité des locaux de l'Ecole Technique et Pratique des Mines, fondée après la dernière guerre pour former des cadres de maîtrise. Lorsque, vers 1965, le plafonnement de la production de potasse provoque une baisse des effectifs — rendue possible par ailleurs grâce à des gains de productivité — il devient inutile de former autant d'agents de maîtrise qu'auparavant. La décision de reconversion aboutit à la création du C.E.F.E.T., ouvert à tous les salariés quels que soient leurs employeurs, le programme n'ayant aucun caractère «minier». Le niveau d'entrée correspond au brevet professionnel. Le cycle d'étude est de neuf mois, y compris un stage en entreprise; les élèves sont réparties en deux sections: électromécanique et mécanique. A la sortie de l'école, il leur est délivré un certificat d'Agent d'Encadrement Technique. Entre 1966 et 1971 chaque promotion compte entre trente et quarante élèves, ce

---

<sup>22</sup> Au XIX<sup>e</sup> siècle existaient déjà des cours populaires d'une inspiration voisine, mais d'origine patronale (voir l'ouvrage de R. Oberlé).

qui ne correspond pas à la capacité théorique de l'établissement: le C.E.F.E.T. pourrait en accueillir une soixantaine. Jusqu'en 1971, 165 stagiaires dont la moyenne d'âge est de 28 ans environ, ont suivi le cycle complet des études, 36 étant stagiaires libres et 129 patronnés par leur entreprise. Avec 88 stagiaires les M.D.P.A. ont fourni 53 % des élèves patronnés. Sur les 128 Agents d'Encadrement Technique issus du C.E.F.E.T. de 1967 à 1971, 71 ont occupé des postes aux M.D.P.A., soient 55 %. C'est dire que les Mines de Potasse se taillent la part du lion.

*Le Groupement Interprofessionnel de Formation, d'Orientation et de Perfectionnement*, plus connu sous le sigle G.I.F.O.P. est né du rassemblement d'énergies dispersées entre la Chambre de Commerce de Mulhouse, la Société Industrielle et le C.A.H.R. La formation des hommes a été de tous temps — on ne le soulignera jamais assez — un souci bien mulhousien. Lorsqu'après la reconstruction consécutive à la dernière guerre, il s'agit de consolider l'économie du département, les initiatives sont nombreuses dans le domaine de la formation. Le C.A.H.R., né en 1963 de la volonté du Conseil Général, instaure des cours d'initiation à l'économie, au droit, à la statistique, à la psychologie sociale . . . Dans le même temps, la Société Industrielle met en place une commission de formation (1955), dont est directement issu le Centre Interprofessionnel de Formation (C.I.F.). De son côté, la chambre de Commerce et d'Industrie développe ses activités de promotion sociale. Le succès de ces activités s'affirme d'année en année. Les cours de promotion sociale gérés par la Chambre de Commerce attirent 915 personnes en 1969—70 contre 203 en 1952—53. Même progression pour le C.I.F.: 420 participants en 1963—64, 883 en 1968—69, venus de tout le département. Ces activités concernent aussi bien les chefs d'entreprises que les ouvriers, les cadres administratifs que les agents techniques. Mais de ce développement naissent des doublets. C'est pourquoi dès 1969 le service «formation» de la Chambre de Commerce et le C.I.F. décident de regrouper leurs efforts pour créer le G.I.F.O.P. Notons que ce regroupement coïncide ou presque avec celui qui dans le domaine universitaire donne naissance au C.U.H.R. Cette mise en commun des moyens humains et matériels est parachevée avant la fin de l'année 1970 par le transfert au G.I.F.O.P. des activités de formation du C.A.H.R. Malgré l'absence de la Chambre de Commerce de Colmar, le G.I.F.O.P. acquiert ainsi une vocation départementale. Il est impossible en quelques lignes de brosser un tableau, même sommaire des multiples interventions du G.I.F.O.P.: formation et perfectionnement des ouvriers, de la maîtrise, des agents techniques, cours d'expression, de gestion, d'économie, de relations humaines, de langues vivantes . . . La signature le 9 juillet 1970 de l'accord interprofessionnel entre les partenaires sociaux et surtout, le vote, l'année suivante de la loi sur la formation ne peuvent qu'accélérer l'expansion du G.I.F.O.P. Celui-ci a été agréé au titre de la loi du 16 juillet 1971. D'où l'impérieuse nécessité de construire une Maison de la Formation sur le campus universitaire de l'Illberg<sup>23</sup>.

<sup>23</sup> En cours de construction.

### 23 Formation et développement économique

Chaque année, plusieurs milliers de personnes — plus de 5000 sans doute — sont touchées par les diverses actions de formation dans la région mulhousienne. Par rapport à l'éclosion vigoureuse des organismes de formation, la modestie du développement universitaire est frappante. L'Université est un «grand point noir»<sup>24</sup>. Sans doute y a-t-il un lien entre les deux faits. On a souvent dénoncé la carence de la formation initiale dans le Haut-Rhin: le taux de scolarisation y est très bas. Le rapport de la population scolaire du second degré à la population départementale est de 7‰: c'est moins qu'en Haute-Saône dont la population est pourtant vieillie! L'équipement insuffisant n'est pas seul en cause, sinon comment expliquer que le lycée technique industriel du boulevard des Nations se soit révélé trop grand à l'usage? De plus, les unités du C.U.H.R. ont une capacité de rétention relativement faible. L'évasion vers les universités voisines semble prédominante au delà d'un rayon de quelques kilomètres: les Haut-Rhinois n'ont pas adopté leur université. A vrai dire, et cela rejoint la première remarque, ils ne semblent pas très attirés par l'enseignement supérieur en général. Le rapport entre le nombre d'élèves des classes préparatoires aux grandes écoles et la tranche d'âge correspondante est de 1,98‰ dans le Haut-Rhin. C'est le taux le plus faible des six départements alsaciens et lorrains. Il est même dépassé par celui de la Meuse, la Meurthe et Moselle remportant le ruban bleu avec 3,48‰.

Posons enfin le problème fondamental: toutes ces activités éducatives au sein de l'université ou des organismes de formation pour adultes contribuent-elles au développement économique de l'Alsace méridionale? Il ne nous appartient pas ici d'en faire la démonstration rigoureuse. Contentons-nous de quelques rapides sondages. Par son potentiel de recherche, surtout lorsqu'elle le dirige vers les applications pratiques, l'université est source de développement. Dans ce domaine, le rôle de l'E.S.C.M. est exemplaire. De 1957 à 1970, elle a pris vingt-cinq brevets dont onze avec l'industrie. De nombreuses thèses sont financées par des bourses industrielles et en 1970 près d'une trentaine de contrats sont en cours d'exécution. De même, l'I.S.E.A. depuis ses origines s'intéresse à la recherche appliquée. Si l'Université apporte des connaissances nouvelles, elle forme également des hommes: à quoi sont-ils destinés? Que sont devenus les 102 étudiants électroniciens sortis de l'I.S.E.A. entre 1967 et 1971? 41 sont entrés directement dans l'industrie (Peugeot, Clemessy, E.D.F. . . .) et plus du quart ont poursuivi leurs études dans une école d'ingénieurs ou ont préparé un diplôme d'études approfondies. De leur côté, les organismes de formation contribuent-ils au développement de tous les types d'entreprises? Notons simplement que sur la quarantaine d'ingénieurs formés au C.N.A.M. jusqu'en 1971, dix appartenaient aux M.D.P.A. au moment de la soutenance de leur thèse.

En réalité, la formation n'est pas la panacée, elle n'induit pas automatiquement le développement économique. Les programmes d'études sont-ils toujours bien adaptés à la situation réelle des unités industrielles? La formation n'est-elle pas perçue trop fréquemment comme une récompense ou au contraire, une pénitence? Le chef

---

<sup>24</sup> Interview de L. Cendré, secrétaire général de la Société Industrielle à «l'Alsace» du 16 mars 1972.

du personnel d'une entreprise mulhousienne définit de la sorte l'efficacité économique:  $\text{Efficacité} = (\text{Savoir} + \text{Pouvoir}) \times \text{Vouloir}$ , on en cure  $\text{Efficacité} = (\text{Formation} + \text{aptitudes}) \times \text{Motivations internes ou externes à l'entreprise}$ . C'est dire que la formation n'est pas une potion magique!

### Conclusion

Le développement économique d'une région dépend de nombreux facteurs difficiles à maîtriser. Mais il dépend aussi des habitants, de leur dynamisme et de leur savoir. Les organismes de formation y contribuent pour leur part. Mais face à des universités voisines, puissantes par leur nombre d'étudiants, vénérables par la qualité de leur enseignement séculaire, le jeune Centre Universitaire du Haut-Rhin paraît bien malingre. Un peu échaudé par des débuts difficiles, il semble lui aussi se tourner vers la formation permanente en collaborant avec des organismes issus directement du monde industriel. Cette collaboration recèle-t-elle un avenir fécond? Un jour, peut-être, l'Illberg sera vraiment la colline inspirée...

### DIE HÖHEREN BILDUNGSANSTALTEN IN MÜLHAUSEN (*Zusammenfassung*)

Der Verfasser untersucht in seiner Arbeit die höheren Bildungsanstalten von Mülhausen, so wie sie heute bestehen, aber auch ihre Entwicklungsmöglichkeiten; daneben befasst er sich mit der allgemeinen und beruflichen Weiterbildung in unserer Stadt.

Die traditionellen höheren Schulen Mülhausens hängen z. T. mit der industriellen Entwicklung zusammen (Schulen für Chemie, Spinnerei und Weberei); die geographische Verteilung der französischen Universitätsinstitute geht jedoch auf die Jahre 1957—63 zurück. Nach einem vielversprechenden Anfang und trotz vermehrter Ausrichtung der neuen Institute auf das praktische Berufsleben (Elektronik, Projekt einer Technischen Hochschule) musste man bald erkennen, dass die Studentenzahlen bescheiden blieben. Die Zahl von 2000 Studierenden wird nie erreicht werden, und man ist weit von der Zahl 4000 entfernt, welche das Gesetz für die Eröffnung einer (neuen) Universität verlangt (was z. B. in Metz im gleichen Zeitraume zustandekam).

Die Darstellung des Einzugsbereiches der Mülhauser Institute ist aufschlussreich: Während gewisse alte Abteilungen (Chemie, Textilschule, soziale Schule) Interessenten aus grossen Teilen Frankreichs anziehen, ist dies für die neuen nicht der Fall; sie beschränken sich auf das Département Haut-Rhin und strahlen kaum auf die benachbarten Regionen aus. Im Gegensatz zu den begrenzten Studentenzahlen besuchen mehr als 5000 Ausgebildete die Fortbildungseinrichtungen. Wenngleich auch hier eine Mülhauser Tradition weitergeführt wird, so ist doch der Aufbau modern, und es scheint, dass das Gesetz vom 16. Juli 1971 über die berufliche Weiterbildung zu einer beachtlichen Ausweitung führen wird. Am Schluss untersucht der Verfasser noch den Zusammenhang zwischen den Bildungseinrichtungen der Stadt und der regionalen Entwicklung.

(P. Meyer, G. Bienz)